

## Politiques agricoles et alimentaires en Afrique Le Burkina et le Mali à l'heure du bilan

Un atelier de concertation régional du Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA) réunit les 6 et 7 novembre 2012 à Ouagadougou des techniciens burkinabè et maliens. Les participants vont procéder à l'analyse rigoureuse des notes techniques et des rapports du secteur pour en faire des outils de pilotage et d'orientation des politiques mises en œuvre.



Les participants à l'ouverture des travaux

« Nous sommes venus échanger avec nos collègues de Burkina pour voir si nos résultats répondent aux attentes de nos deux pays, car la particularité de ce projet réside dans le fait qu'il analyse des politiques émanées pour en déterminer l'impact sur les différents acteurs impliqués qui sont les producteurs, les transformateurs, les commerçants, et les consommateurs. Ces propos du Coordinateur technique du Mali, Lamissa Diakité, résument la philosophie de l'initia-

tive de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA). En effet, ce projet entend aider les décideurs politiques africains et d'autres intervenants à s'assurer que les politiques et les investissements sont entièrement favorables au développement agricole, à l'utilisation durable des ressources naturelles et au renforcement de la sécurité alimentaire. Le SPAAA vise à soutenir la prise de

décisions aux niveaux national, régional et panafricain, et contribuera ainsi à la mise en œuvre du programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nouveau paradigme pour le développement de l'Afrique (NIPAD). Après le lancement du Projet le 03 octobre 2011, les résultats suivants ont été obtenus. Il s'agit, entre autres, du renforcement des capacités techniques des ministères responsables du développement agricole et rural dans le suivi des politiques agricu-

les et alimentaires en Afrique; la disponibilité d'un rapport des indicateurs de développement et de performance contenant des informations quantitatives sur le contexte politique et le cadre socio-économique des pays; des rapports détaillés qui comprennent les mesures d'incitation et des pénalisations des produits du secteur agricole et alimentaire par pays sur la base de la méthodologie du projet; d'un rapport sur les dépenses publiques qui contient des informations désagrégées des transferts budgétaires en distinguant, d'une part, les divers types de dépenses qui affectent l'alimentation, l'agriculture et le développement rural et, d'autre part, les dépenses nationales et le flux d'aide.

À Ouagadougou, ils ont une vingtaine les participants à l'atelier régional qui vont donc pendant deux jours se partager les bonnes pratiques, améliorer qualitativement les différents documents produits et la méthodologie, dégager de nouvelles perspectives harmonisées entre les pays pilotes du projet dans le but de favoriser son extension dans les autres pays de l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA).



Lamissa Diakité, coordonnateur technique du Mali



Elichard Guissou  
du Burkina Faso

Moumouni Simporé